



SUPPRESSION D'UN JOUR FERIE SOLIDARITE AVEC QUI ?

« Travailler plus » voilà un des mots d'ordre de la politique économique et sociale du gouvernement. Aussi, lorsqu'il faut dégager de nouveaux financements pour l'aide aux personnes âgées, son imagination débordante ne se fait pas attendre : de nouveaux budgets sociaux ? Un impôt sur les riches pour financer la création de nouveaux services publics ? Non ! Les cerveaux de l'UMP ont sorti une nouvelle trouvaille : suppression d'un jour férié, suppression du lundi de Pentecôte !!

LA SUPPRESSION D'UN JOUR FERIE PROFITE AU PATRONAT

Le gouvernement présente sa proposition comme une mesure « au profit de la solidarité nationale ». Faux ! La suppression du lundi de Pentecôte « au profit des personnes âgées » sera non seulement supportée par les seuls salariés mais profitera surtout au patronat.

Les patrons verseraient une cotisation égale à 0, 2%, voire 0, 25 % de la masse salariale. Or une journée de travail représente près de 0, 44 % des salaires annuels. La moitié du gain produit par le travail des salariés le lundi de Pentecôte irait donc dans la poche des patrons, pas des personnes âgées.

Ensuite, les sommes en jeu sont loin du montant nécessaire pour répondre aux besoins de celles-ci. Et il n'est pas sûr qu'elles finissent toutes dans les caisses de l'Etat. Les patrons savent faire de bonnes magouilles pour éviter de payer. Enfin, il faudrait qu'aucun gouvernement n'en remette en cause l'affectation. Rappelons-nous de la vignette automobile qui, initialement, avait été décidée, pour les personnes âgées qui n'ont jamais vu la couleur des millions collectés.

Encore une fois, ce sont les salariés, parce qu'ils sont les plus nombreux, qui vont payer !

CREER DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS POUR AIDER LES PERSONNES AGEES

Le souci du gouvernement n'est pas la situation dramatique des personnes âgées. Il essaie de culpabiliser tout le monde pour faire oublier sa propre responsabilité dans la gestion des budgets d'austérité contre les services publics et sociaux. Nous sommes radicalement opposés à sa politique qui veut faire travailler plus les salariés et refuse en même temps de créer de nouveaux emplois. Nous rejetons, une politique, une nouvelle fois, de cadeaux au patronat.

Des centaines de milliers de personnes âgées ne vivent qu'avec le minimum vieillesse, ou à peine plus. Nous proposons une revalorisation de tous les revenus pour les personnes âgées, retraites et pensions, avec comme plancher minimum, un revenu équivalent au SMIC.

Nous proposons de défendre, et de développer de nouveaux services publics pour les personnes âgées, avec la création de dizaines de milliers de nouveaux emplois dans le secteur de l'aide à domicile, mais aussi dans le développement de maisons de retraites, et enfin au travers d'une politique de santé publique qui prennent en charge les vieilles personnes.

Ces objectifs supposent, là encore, une nouvelle répartition des richesses. Encore faut-il s'en donner les moyens et puiser dans les profits patronaux pour améliorer la situation des plus âgés. Taxer les mouvements de capitaux, les grandes fortunes, les profits capitalistes pour augmenter les revenus de ce secteur de la population, créer de nouveaux services publics, voilà ce qui serait, vraiment, une aide pour les personnes âgées.

Le 17 novembre 2003

